

Mettre l'argent des banques au service des gens !

Ian Brossat devant le siège du Crédit Lyonnais à Villejuif

Collectif des militants communistes des finances, des banques et des assurances

Depuis 2010, le Crédit Lyonnais a transféré son siège du boulevard des Italiens à Villejuif, au métro Léo-Lagrange. Les habitants de la ville et de ses environs, les élus et les militants communistes du Val-de-Marne y étaient nombreux, jeudi 18 avril, à l'appel de la section du PCF de Villejuif, pour rencontrer Ian Brossat et les membres de sa liste « pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent ! ».

« C'est un rassemblement politique, observait Denis Durand, animateur de la commission économique du PCF, puisque les banques sont de véritables institutions politiques : elles ont "le pouvoir de dire oui" et de faire crédit, et plus précisément le pouvoir de décider à qui elles disent oui et à qui elles disent non. »

Pierre Garzon, vice-président du Conseil général du Val-de-Marne, a révélé que les emprunts indispensables au développement des infrastructures – collèges, crèches – coûtaient une somme de 100 millions d'euros en intérêts au département sur la durée d'un mandat. « Ces intérêts sont inacceptables, a martelé l'élu, car ils nous privent d'une capacité de financer des services publics. Ils sont une contrepartie non légitime de la dépense nécessaire que nous devons faire pour répondre aux besoins de la population. Pour nous, l'enjeu est de nous réapproprier la question du pouvoir de l'argent. L'argent est une question trop sérieuse pour la laisser aux banquiers ! C'est l'affaire de ceux qui créent les richesses nécessaires à la société de demain. »

Les salariés des banques sont nos alliés

Valérie Lefebvre-Haussmann, secrétaire générale de la fédération CGT des personnels des banques et des assurances, a souligné les limites des prérogatives des représentants des salariés dans les banques, et a plaidé pour leur renforcement, notamment dans les conseils d'administration. Elle a dénoncé le comportement des banques. Prenant l'exemple du racket des frais bancaires infligés aux clients en découvert, qui rapporte 6,5 milliards aux banques, elle a dénoncé l'impossibilité où les directions des groupes bancaires ont placé les salariés des banques de gérer de façon humaine ces situations. « Les salariés des banques souhaitent que les crédits servent à l'économie réelle, et non plus à la spéculation. Il faut que les citoyens interviennent dans les décisions des banques. » Valérie Lefebvre-Haussmann appelle à utiliser les droits de vote des sociétaires dans les assemblées générales des banques mutualistes.

« Le groupe Crédit Agricole, dont fait partie aujourd'hui LCL, est une des trente grandes "banques systémiques", identifiées par le FMI, observait Denis Durand. Ces grandes banques contrôlent Wall Street, la City de Londres, placent leurs hommes à la tête des banques centrales et des gouvernements… De cette façon, elles contrôlent toute l'économie mondiale, les entreprises, les investissements, les dettes publiques…

Face à cette hydre mondiale de la finance, nous avons besoin d'une autre Europe. Exigeons que la BCE utilise son pouvoir pour dire "non" aux crédits qui alimentent la spéculation, les placements financiers, l'évasion fiscale. Exigeons qu'elle dise "oui" aux crédits qui favorisent la sécurisation de l'emploi et de la formation, la création de richesses dans les territoires, l'écologie. Exigeons, avec Ian Brossat, qu'elle finance un fonds de développement des services publics !

Il faudra pour cela d'autres traités européens et cela se gagne dans les luttes, comme le rassemblement d'aujourd'hui, et avec nos alliés les salariés des banques et des autres institutions financières, qui sont souvent révoltés des politiques menées par les directions de leurs établissements. »

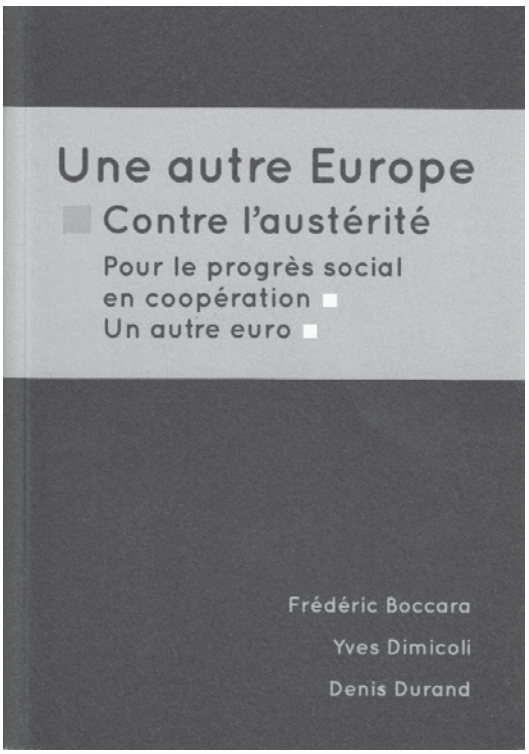
Ian Brossat a conclu le rassemblement en expliquant « pourquoi nous avons choisi de venir devant une banque ». « Tous les jours, à chaque fois que nous réclamons un peu plus de service public, une aide sociale, on nous dit : ce n'est pas possible, il n'y a plus rien dans les caisses ! Il faut donc sacrifier nos hôpitaux, nos maternités, nos bureaux de poste, nos lignes de trains jugés non rentables ! C'est ainsi que la France a perdu 40 % de ses maternités, que le nombre de femmes qui vivent à plus de 45 minutes d'une maternité a doublé.

Mais la réalité, c'est que de l'argent, il y en a beaucoup, et que la Banque centrale européenne a versé, depuis 2008, 3 000 milliards d'euros aux banques privées, comme LCL, et aux marchés financiers. J'ajoute que cet argent a été versé sans conditions. Le Premier ministre envisage d'exiger des contreparties aux aides sociales : si vous touchez le RSA ou l'allocation adulte handicapé, il va falloir le "mériter". Dans le même temps, la BCE prétendue indépendante verse des fonds monstrueux aux banques privées sans demander aucune contrepartie. Cet argent devrait



être utilisé pour les services publics et pour la transition énergétique, à 0 %. Il serait beaucoup plus utile qu'aujourd'hui ! D'où l'idée simple qui inspire notre liste : aujourd'hui, nous avons l'Europe de l'argent, nous voulons l'Europe des gens et pour cela il faut mettre l'argent au service des gens ! »

L'enregistrement intégral du rassemblement sur Radio Arts-Mada est accessible à l'adresse suivante : <https :/www.facebook.com/radioartsmada/videos/344099052904712/UzpfSTIyNzA0NjI0NDEzNzQxNToxMjQyMTYwMTM5MjkyNjgy/?epa=SEARCH_BOX>.



10 € . En vente à *Écononomie et Politique.*